

# Vous avez dit carte à mémoire ?

**L**a carte à microprocesseur ? « Aujourd'hui, je n'ai plus de doute sur l'avenir de cette idée, je suis tout à fait certain que dans dix ans tout le monde aura sa carte à mémoire » nous dit Roland Moreno, le « père » de la carte, cité dans *Terminal* n° 4.

Au-delà de cette affirmation, apaisante mais gratuite, nous avons tenté de suivre cette nouvelle technologie au travers de ses diverses applications, des plus avancées (paiement électronique), aux plus dérivées (carte de rationnement d'essence !), pour en cerner les diverses implications sociologiques.

## Le chèque, c'est ringard !

L'application la plus évidente, et celle qui sera mise en place la première. Le principe consiste, pour la personne disposant d'une carte, à la « charger » en argent auprès d'un distributeur de banque. Dès lors la carte s'utilise à peu près comme un chéquier : chez les commerçants, chaque paiement est débité sur la carte à l'aide d'un appareil spécial, qui enregistre ce paiement sur une cassette que le commerçant transmet à sa ban-

que en fin de journée. La banque peut ainsi automatiser une part de ce qui correspond à la manipulation des chèques.

Un « Groupement d'Intérêt Economique » a été constitué en mars 80 par les PTT et dix établissements financiers pour étudier « les possibilités offertes par ce nouveau moyen de paiement ». Les avantages pour les banques sont importantes : les traitements d'un chèque coûtent environ 5 francs, celui du système carte à mémoire revient à 55 centimes. Ceci dit, selon le président du GIE (Mr Le Corre) la carte mémoire sera payante<sup>1</sup>. Les premières applications sont prévues au printemps 82 à Lyon, Caen et peut-être Blois (pour ordre d'idée : l'opération sur les trois villes représente 300 machines chez les commerçants et 150 000 cartes). La phase expérimentale serait gratuite.

A Lyon, l'expérience débutera en mai 82, inaugurée par Mexandeau, ministre des PTT. Elle impliquera 170 commerçants et 50 000 clients, et utilisera du matériel Flonic-Schlumberger<sup>2</sup>.

Ces expériences sont appelées à se multiplier, bien que les responsables bancaires soient partagés sur l'avenir de cette technique. En effet, diverses expériences (Bourg en Bresse, St Etienne) existent depuis plusieurs années en utilisant une simple carte magnétique. Inconvénient : cela oblige en pratique à une connexion directe avec l'ordinateur (« on-line »). Avantage : la carte magnétique est moins chère, et considérée comme plus fiable par certains.

## Le principe de la carte à mémoire

— De format identique à une carte bleue, elle possède un microprocesseur et une mémoire d'environ 500 caractères. Cette mémoire est divisée en trois parties : une zone accessible à tous, une zone accessible par un code, et une zone secrète gérée par le « constructeur » de la carte.

— Utilisée dans l'optique « sécurité », elle est : inviolable, permet une identification stricte du possesseur de la carte (à l'aide d'un code utilisateur et d'un code propre à la carte).

— Utilisée dans l'optique « fichier électronique », elle pourrait stocker jusqu'à 125 000 caractères.

— Plusieurs sociétés s'intéressent de près à cette carte : CH-HB, Philips Data System, Flonic (filiale de schlumberger), Electronique Marcel Dassault et, « dit-on », IBM.

En tout état de cause, pour l'utilisateur, les risques sont les mêmes, comme l'explique le directeur adjoint de l'Union Fédérale des Consommateurs.

« Je suis pour la réhabilitation du liquide. Les cartes de paiement c'est une catastrophe, enfin disons qu'il n'y a rien de sûr, que ce n'est pas fiable. En cas de vol ou de perte, il n'y a pas de sécurité absolue. Et dans les cas litigieux, on a droit au dialogue de sourd. (...) En plus, les banques essayent de facturer les frais d'opposition au client (...) »<sup>3</sup>.

Un projet moins avancé, mais qui n'est pas fait pour nous rassurer : une carte/feuille-maladie de sécurité sociale est étudiée par la Caisse Primaire d'Assurance Maladies de Lyon, ce qui a provoqué des réactions d'opposition très fermes de la part des syndicats, notamment de la section CFDT — (voir encadré). Ce projet SESAM, combinerait l'utilisation de carte mémoire en guise de carte d'assuré social, et de carte magnétique comme feuille de soins.

## Une carte à tout faire

Les autres applications tournent autour de la carte soit comme fichier, soit comme « badge d'identification ».

Dans la catégorie « fichier », parmi les projets farfelus ou inquiétants des constructeurs (carte de garantie, carte de rationnement d'essence !), on peut quand même trouver une application intéressante : le fichier portatif des porteurs de « pacemakers », qui rassemble des informations concernant la maladie de l'individu, son appareil, et les vérifications correspondantes.

Dans la catégorie « badge magnétique », les projets se bousculent au portillon :

— carte d'accès à des programmes TV qui seraient, en temps normal, brouillés et que la carte permettrait de décoder.

— carte d'accès à des systèmes informatiques et à des bases de données. La carte permettrait l'identification univoque de l'utilisateur, le codage des messages échangés et la facturation des opérations.

Ce sont les projets les plus directs. En fait la documentation des constructeurs fourmille d'applications potentielles :

— contrôle d'accès à des milieux protégés : salle des coffres, centre informatique, centrale nucléaire, etc...

— pompes à essence électroniques.

— contrôles d'horaires variables, etc...

Derrière ces applications se profilent quelques maîtres-mots de l'informatique de demain, soulignés par une société de service : seuls les systèmes types carte-mémoire « sont à même de relever les défis lancés par la généralisation de réseaux télématiques et bureautiques en matières de sécurité, de confidentialité, de tarification et, également, de preuve électronique, répondant ainsi aux besoins naissants de la garantique<sup>4</sup>.



## L'emploi menacé

Le principal intérêt de la carte à mémoire est de permettre l'automatisation des opérations passant par le particulier : jusqu'à présent l'informatique régnait dans les grosses sociétés, mais les opé-

rations telles que chèques, feuilles maladies, c'est-à-dire celles qui touchent directement l'individu, sont écrites manuellement et nécessitent une nouvelle saisie d'information quand le chèque revient à la banque, quand la feuille maladie retourne à la sécurité sociale. La carte à mémoire permet l'automatisation complète de la chaîne : ordinateur-individu-ordinateur.

Le tertiaire, secteur créateur d'emploi ? L'informatique, secteur porteur de l'avenir ? On peut en douter. D'après une estimation de la revue « Cadres C.F.D.T », l'implantation de procédés automatiques de « lecture et traitements de documents » (dont fait partie la carte à mémoire), risque de provoquer d'ici à 1985 des suppressions d'emplois évaluées à :

- 6 000 aux C.C.P.
- 7 000 dans les banques, dont 3 000 au Crédit Lyonnais, et 1 000 à la B.N.P.

Alors, bientôt une carte à mémoire pour pointer à l'ANPE ?

## Sécurité

Indépendamment de l'aspect chômage, quel contrôle a-t-on sur de telles cartes à mémoires, où l'information n'est plus visible, où certaines zones ne sont même plus accessibles à l'utilisateur ?

S'il peut être intéressant, à terme, de diminuer des travaux fort fastidieux de saisie de donnée, ne serait-il pas possible de le faire par d'autres systèmes, tout en permettant à l'individu d'être informé de ce qui le concerne (caractères optiques, lisibles aussi bien par la machine que par l'homme, double support magnétique et papier, etc.) ?

D'où le fourmillement de projets d'utilisation de la carte, projets du type « badge magnétique ». Bien sûr, il en existait déjà auparavant, mais la carte à mémoire offre des possibilités techniques beaucoup plus importantes.

## Quel progrès pour quelle société ?

On a vu plus haut une liste des applications envisagées, mais regardons certaines, présentées par un des cadres d'une société de service bien connue : « Mais avec le développement de la télématique (...), c'est une profonde modification qui est en cours ; vente par correspondance, télédistribution, télémarketing, ... Ainsi on peut imaginer demain une carte téléchargeable à domicile et se débitant à travers toutes sortes de réseaux (...) »<sup>4</sup>.

Eh oui, demain monsieur Tout-le-monde équipé de sa carte à mémoire pourra l'alimenter sur son distributeur CCP, la brancher sur sa télé pour recevoir canal 36 ou Info-Mairie, puis sur son téléphone pour appeler sa tante à New-York, à nouveau sur la télé pour consulter les pages météo d'Antiope. Et, si les prévisions sont bonnes pour le week-

end, il pourra réserver et payer sa place de train. Sinon il en sera quitte pour un week-end à la maison : mais il pourra consulter le journal télématique, et il en profitera pour se brancher sur son terminal, sa carte lui servant d'identifiant, pour faire quelques heures de travail à domicile.

Cette tranche de vie, c'est encore de la science fiction, mais plus pour longtemps. Et elle illustre bien dans quelle évolution s'insère la carte mémoire : l'atomisation sociale. Car la carte, nous venons d'essayer de le montrer, va dans le même sens que le développement de la télématique, qui rend par exemple techniquement possible le travail à domicile.

L'UCC-CFDT est très consciente du danger, qui a pris très fermement position contre ce type de perspective car cette éventualité est particulièrement préoccupante :

— Disparition à terme d'une grande part de l'insertion sociale de toute une frange de la population. (Notamment les femmes, « clientèle privilégiée » du travail à domicile, pour qui la régression dans le statut social serait évidente).

— Docilité sociale quasi-irréversible de toute la frange concernée de la population active (syndicalisation impossible...)

## Alternatives collectives ?

Dans la description faite plus haut, certaines possibilités offertes par la carte à mémoire peuvent sembler pratiques, séduisantes.

Mais il est facile de montrer que toutes ces possibilités peuvent exister d'une manière beaucoup plus collective. Un exemple, pour être concret : on peut imaginer l'accès à domicile, grâce à la carte, à des filmothèques télématiques permettant de voir le film de son choix. Mais, outre le fait qu'il est impossible de contrôler les films présents ou non au catalogue, en quoi est-ce mieux que la création de filmothèques dans les bibliothèques municipales, services publics et collectifs ?

Au moment où la carte à mémoire débute tout doucement une carrière qui semble « prometteuse », il n'est peut-être inutile d'insister sur trois bonnes raisons d'inquiétudes :

- Danger de fichage particulièrement insidieux, chacun portant sur lui son fichier, sans pouvoir savoir ce qu'il contient.
- Atomisation sociale, risque existant dans toute application télématique, même « conviviale », et renforcé par la carte.

Normalisation sociale, les possibilités matérielles de vivre différemment étant de plus en plus difficiles.

Groupe CIII de Lyon.

1. Le Progrès (quotidien lyonnais du 7-10-80).
2. Le Progrès du 19-3-82.
3. Libération du 3-3-82.
4. Cogitas (revue interne du groupe Cap-Sogeli) n° 13, 11-81.

### Carte à mémoire et sécurité sociale : une position de la section CFDT de la Caisse Primaire du Rhône

L'informatique se développe dans les caisses d'assurances maladies, et la gestion informatisée des dossiers est aujourd'hui au point :

— Des statistiques affinées permettent d'établir le profil médical et le profil hospitalier qui ont permis, il y a deux ans, au pouvoir d'Alors et au patronat d'imposer la nouvelle convention médicale.

— La législation, simplifiée à souhait, a permis de lever les obstacles qui ralentissaient le règlement des dossiers (conditions de salariat en particulier).

Un seul obstacle restait. Les feuilles de maladies sont complétées par des assurés, dont un certain nombre est peu familiarisé avec les papiers administratifs. Les feuilles comportent souvent des erreurs en particulier dans le numéro d'immatriculation, clef de voute du système. Il fallait donc trouver un moyen de « saisie de l'information » fiable. C'est ainsi que les informaticiens de la sécurité sociale ont imaginé d'utiliser les ressources de la carte CP 8, ou carte à micro-processeur.

Ce nouveau plan, « système électronique de saisie de l'assurance maladie » (S.E.S.A.M.), fonctionnerait comme suit :

— Périodiquement serait éditée une carte à mémoire d'assuré social, comportant les éléments constitutifs d'un dossier d'assuré social.

— L'assuré se présenterait avec cette carte chez un fournisseur de soins lui-même possesseur d'une carte d'identification. Ce fournisseur à l'aide d'une machine appropriée peut : inscrire sa facture sur un document vierge dit « carte vecteur », transférer en même temps sur ce vecteur les informations du dossier de l'assuré et réaliser une « feuille de soins » dont les éléments sont fiables.

La réalisation de ce plan se heurte à l'opposition des organisations syndicales pour plusieurs raisons.

- 1) Ce plan aurait des conséquences dramatiques sur l'emploi : de 50 à 60 % des agents liquidés selon leurs estimations.
- 2) Ce plan mobilise des crédits considérables (édition de 100 millions de cartes plus le matériel de lecture-transfert).
- 3) Ce plan permet de maintenir dans l'état l'organisation du système de soin en France c'est-à-dire la médecine mercantile.

Les plans informatiques de la sécurité sociale ont été mis en place par le CNMF et visaient à réorganiser l'institution en fonction des objectifs du patronat. On ne peut aujourd'hui maintenir ces plans. Le problème est aujourd'hui d'organiser différemment le système de soins vers la santé gratuite. Ce n'est pas un problème technique, mais un problème politique.